

4. Le capitaine du navire informe immédiatement l'autorité compétente ou l'autorité portuaire concernée de tout changement concernant les informations notifiées en vertu de la présente annexe. »

Art. 13. Le même arrêté est complété d'une annexe II, formulée comme suit :

« ANNEXE II

MESSAGES ELECTRONIQUES ET SAFESEANET

Les messages électroniques échangés conformément au présent arrêté et à la législation pertinente de l'Union européenne sont diffusés via SafeSeaNet. »

Art. 14. L'article 45, § 2, de l'annexe de l'arrêté du 4 mars 2010 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant adoption du règlement régional de police du canal et du Port de Bruxelles est remplacé par le texte suivant :

« Les bateaux équipés d'un système d'identification automatique (AIS) doivent maintenir ce système en activité durant leur navigation dans le domaine portuaire, sauf lorsque des accords, règles ou normes internationaux prévoient la protection des informations relatives à la navigation. »

Dans des circonstances exceptionnelles, les navires de pêche peuvent débrancher l'AIS si le capitaine le juge nécessaire pour la sécurité ou la sûreté de son navire. »

Art. 15. Entrée en vigueur

Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2013.

Art. 16. Exécution

La Ministre, ayant le Port de Bruxelles dans ses attributions, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juin 2013.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propriété publique, de la Coopération au Développement et de la Statistique régionale,

R. VERVOORT

La Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale chargée des Travaux publics, du Transport, de l'Informatique et du Port de Bruxelles,

Mme B. GROUWELS

4. Wanneer er veranderingen optreden in de overeenkomstig deze bijlage verstrekte informatie, stelt de kapitein van het schip de bevoegde instantie of de betrokken havenautoriteit daarvan onmiddellijk in kennis. »

Art. 13. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage II, luidende :

« BIJLAGE II

ELEKTRONISCHE BERICHTEN EN SAFESEANET

Elektronische berichten die overeenkomstig dit besluit en de desbetreffende wetgeving van de Europese Unie worden uitgewisseld, worden via SafeSeaNet verstuurd. »

Art. 14. Het artikel 45, § 2, van de bijlage bij het besluit van 4 maart 2010 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ter invoering van de gewestelijke politieverordening voor het kanaal en de Haven van Brussel wordt vervangen als volgt :

« Schepen die met een automatisch identificatiesysteem (AIS) zijn uitgerust, dienen dit systeem tijdens het varen in het havendomein te activeren, tenzij internationale overeenkomsten, regels of normen voorzien in de bescherming van navigatiegegevens.

Vissersvaartuigen mogen het AIS in uitzonderlijke omstandigheden uitschakelen, wanneer dat volgens de kapitein noodzakelijk is voor de veiligheid of de beveiliging van zijn vaartuig. »

Art. 15. Inwerkingtreding

Dit besluit treedt in werking op 1 september 2013.

Art. 16. Uitvoering

De Minister bevoegd voor de Haven van Brussel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juni 2013.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid, Ontwikkelingssamenwerking en Gewestelijke Statistiek,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Openbare Werken, Vervoer, Informatica en Haven van Brussel,

Mevr. B. GROUWELS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31556]

13 JUIN 2013. — Arrêté ministériel relatif aux lignes directrices pour l'application des procédures de gestion de la sécurité des infrastructures routières et des notes stratégiques d'orientation

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Vu la Directive 2008/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières;

Vu l'ordonnance du 19 mai 2011 relative à la gestion de la sécurité des infrastructures routières;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale des 16 mars 2001, 29 novembre 2001, 30 mars 2006, 15 juin 2006, 13 juillet 2006, 19 octobre 2006, 19 juillet 2007, 22 mai 2008, 1^{er} juin 2011, 30 juin 2011, 3 mai 2012 et 12 juillet 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 2009 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 5;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31556]

13 JUNI 2013. — Ministerieel besluit betreffende de richtlijnen voor de toepassing van de procedures voor het beheer van de verkeersveiligheid van weginfrastructuur en van de strategische oriëntatie-nota's

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Gelet op de Richtlijn 2008/96/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende het beheer van de verkeersveiligheid van weginfrastructuur;

Gelet op de ordonnantie van 19 mei 2011 betreffende het beheer van de verkeersveiligheid van weginfrastructuur;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, gewijzigd bij de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 maart 2001, 29 november 2001, 30 maart 2006, 15 juni 2006, 13 juli 2006, 19 oktober 2006, 19 juli 2007, 22 mei 2008, 1 juni 2011, 30 juni 2011, 3 mei 2012 en 12 juli 2012;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 juli 2009 tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, inzonderheid op artikel 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 13 juin 2013 portant la mise en application de l'ordonnance du 19 mai 2011 relative à la gestion de la sécurité des infrastructures routières,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « ordonnance du 19 mai 2011 » : l'ordonnance du 19 mai 2011 relative à la gestion de la sécurité des infrastructures routières;

2° « note stratégique d'orientation » : la note qui définit les orientations et les priorités de mobilité et de sécurité routière qui doivent être intégrées dans la conception, la réalisation et la gestion de tout projet d'aménagement d'infrastructure;

3° « AED » : l'Administration de l'Equipement et des Déplacements;

4° « AATL » : l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement;

3° « Direction Stratégie » : la Direction Stratégie de l'Administration de l'Equipement et des Déplacements;

4° « Task force d'orientation » : la réunion des membres permanents et membres invités concernés par les projets d'aménagement d'infrastructure, réunis en réunions AED-AATL;

5° « Inspection courante » : vérification de l'intégrité du domaine public en vue d'assurer la praticabilité et la sécurité de base du réseau régional de voiries pour l'ensemble des usagers de la route;

6° « Inspection « il neuf » du réseau : le relevé des principales configurations pouvant interroger ou surprendre l'usager de la route, quel que soit son mode de déplacement, sur une voirie régionale existante.

CHAPITRE 2. — *Classification des tronçons à forte concentration d'accidents et classification de la sécurité du réseau*

Art. 2. L'Administration de l'Equipement et des Déplacements établit et tient à jour une liste des tronçons à forte concentration d'accidents à étudier en priorité et la transmet, au plus tard le 31 mai de chaque année, au Ministre compétent pour servir de base aux propositions budgétaires de l'année suivante.

CHAPITRE 3. — Phase 1 – Note stratégique d'orientation et évaluation des incidences des projets d'infrastructure sur la sécurité routière

Art. 3. § 1^{er}. Les relevés topographiques précis avec les données relatives aux profils des voiries faisant l'objet de la note stratégique d'orientation doivent être envoyés à la Direction Stratégie.

Les différentes Cellules de la Direction Stratégie donnent des informations à l'auteur de la note d'orientation stratégique afin de lui permettre de rédiger le projet de note.

§ 2. Le projet de note stratégique d'orientation rédigé par la Direction Stratégie est présenté aux membres permanents de la Task force d'orientation. Il est envoyé dans un délai de 7 jours ouvrables avant la réunion de la Task force d'orientation.

La composition de la Task force d'orientation est jointe en annexe unique du présent arrêté.

§ 3. La note stratégique d'orientation est validée à l'issue de la réunion.

Un procès-verbal décisionnel est envoyé aux membres dans un délai de 2 jours ouvrables à dater du lendemain de la réunion.

§ 4. La Cellule Sécurité routière de la Direction Stratégie remet un avis de sécurité routière sur base d'observations globales et multi-usagers faites in situ.

La Cellule Sécurité routière examine également l'option stratégique retenue par l'auteur de la note stratégique d'orientation. Elle émet des recommandations de bonne prise en compte de la sécurité multi-usagers.

L'avis et les recommandations constituent l'évaluation des incidences sur la sécurité routière.

§ 5. Les éléments à prendre en compte pour réaliser l'évaluation des incidences sur la sécurité routière sont notamment : les données d'accidents, le choix des itinéraires et la nature du trafic, les répercussions éventuelles sur les réseaux existants, les usagers de la route,

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juni 2013 houdende uitvoering van de ordonnantie van 19 mei 2011 betreffende het beheer van de verkeersveiligheid van weginfrastructuur,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van onderhavig besluit wordt verstaan onder:

1° « ordonnantie van 19 mei 2011 » : de ordonnantie betreffende het beheer van de verkeersveiligheid van weginfrastructuur;

2° « strategische oriëntatielijst » : de nota die de oriëntaties en de prioriteiten bepaalt inzake mobiliteit en verkeersveiligheid die geïntegreerd moeten worden in de opvatting, de realisatie en het beheer van elk infrastructuurproject;

3° « BUV » : het Bestuur Uitrusting en Vervoer;

4° « BROH » : het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

3° « Directie Beleid » : de Directie Beleid van het Bestuur Uitrusting en Vervoer;

4° « Taskforce Oriëntatie » : de vergadering van de permanente leden en de uitgenodigde leden betrokken bij projecten voor de aanleg van de infrastructuur, bijeengebracht in BUV-BROH-vergaderingen;

5° « Voortdurende inspectie » : verificatie van de integriteit van het publiek domein om de berijdbaarheid en de basisveiligheid van het gewestelijk wegennet te verzekeren voor alle weggebruikers;

6° « Inspectie « Nieuwe kijk » van het net : het overzicht van de belangrijkste configuraties die de weggebruiker, ongeacht zijn verplaatsingswijze, kan tegenkomen of die hem kunnen verrassen op een bestaande gewestweg.

HOOFDSTUK 2. — Classificatie van gedeelten met een hoog aantal verkeersongevallen en classificatie van de verkeersveiligheid van het wegennet

Art. 2. Een lijst met de prioritair te bestuderen gedeelten met een hoog aantal verkeersongevallen wordt opgesteld en bijgehouden door Het Bestuur Uitrusting en Vervoer die het dan, ten laatste op 31 mei van elk jaar, overmaakt aan de bevoegde Minister om als basis te dienen voor de begrotingsvoorstellen van het volgende jaar.

HOOFDSTUK 3. — Fase 1 – Strategische oriëntatielijst en verkeersveiligheidseffectenbeoordeling van infrastructuurprojecten

Art. 3. § 1. De exacte topografische metingen met de gegevens betreffende de wegprofielen die het voorwerp uitmaken van de strategische oriëntatielijst moeten opgestuurd worden naar de Directie Beleid.

De verschillende Cellen van de Directie Beleid bezorgen informatie aan de auteur van de strategische oriëntatielijst opdat deze de ontwerpnota kan opstellen.

§ 2. Het ontwerp van strategische oriëntatielijst opgesteld door de Directie Beleid wordt voorgesteld aan de permanente leden van de Taskforce Oriëntatie. Deze wordt opgestuurd binnen de 7 werkdagen voorafgaand aan de vergadering van de Taskforce Oriëntatie.

De samenstelling van de Taskforce Oriëntatie is bijgevoegd aan dit besluit.

§ 3. De strategische oriëntatielijst wordt goedgekeurd na afloop van de vergadering.

Een beslissend proces-verbaal wordt opgestuurd naar de leden binnen een termijn van 2 werkdagen die start op de dag die volgt op de dag van de vergadering.

§ 4. De Cel Verkeersveiligheid van de Directie Beleid brengt een advies uit over de verkeersveiligheid op basis van de algemene opmerkingen van meerdere gebruikers in situ.

De Cel Verkeersveiligheid bestudeert ook de strategische optie weerhouden door de auteur van de strategische oriëntatielijst. Ze formuleert aanbevelingen voor de goede inachtneming van de veiligheid van meerdere gebruikers.

Het advies en de aanbevelingen zijn de verkeersveiligheidseffectenbeoordeling.

§ 5. De elementen waarmee rekening moet worden gehouden bij de realisatie van de verkeersveiligheidseffectenbeoordeling zijn met name : informatie over de ongevallen, de keuze van de reisweg en de aard van het verkeer, de eventuele gevolgen voor de bestaande netwerken, de

spécialement les usagers vulnérables, les données de trafic, la saisonnalité et les conditions climatiques, la présence d'un nombre suffisant d'aires de stationnement sûres, l'activité sismique.

CHAPITRE 4. — Phase 2 – Conception : avant-projet d'aménagement

Art. 4. § 1^{er}. Le chef de projet envoie les plans de l'avant-projet d'aménagement à l'échelle 1/200, en format électronique et en format papier, aux membres permanents de la Task force d'orientation pour :

- 1° la réalisation d'un audit au stade de la conception;
- 2° la remise d'un avis de la Task force d'orientation.

§ 2. La Cellule Sécurité routière de la Direction Stratégie réalise un audit de sécurité routière sur les plans de l'avant-projet d'aménagement, dans un délai de 30 jours ouvrables à dater de la réception de l'ensemble des documents.

Si l'audit n'est pas réalisé dans ce délai, l'avant-projet est considéré comme étant sans remarque.

Les résultats de l'audit sont envoyés au chef de projet. Une réunion d'information peut être organisée entre l'auditeur et le chef de projet pour expliquer les résultats de l'audit.

Le chef de projet indique, dans le rapport d'audit, les raisons pour lesquelles il tient compte de certaines recommandations de l'auditeur et celles pour lesquelles il n'en tient pas compte.

Le rapport d'audit complété par le chef de projet est joint à l'avis de la Task force d'orientation.

§ 3. La Cellule Planification de la Direction Stratégie réalise, dans un délai de 30 jours ouvrables à dater de la réception de l'ensemble des documents, la synthèse des avis des membres permanents de la Task force d'orientation, sous la forme d'une liste de remarques dont le chef de projet devra tenir compte.

En cas d'absence d'avis, l'avant-projet est considéré comme étant sans remarque.

L'avis de la Task force d'orientation est envoyé au chef de projet pour suivi et implémentation des remarques dans les plans d'aménagement.

CHAPITRE 5. — Phase 3 – Conception détaillée : projet d'aménagement

Art. 5. § 1^{er}. Le chef de projet envoie les plans du projet d'aménagement à l'échelle 1/200, en format électronique et en format papier, aux membres permanents de la Task force d'orientation pour :

- 1° Réalisation d'un audit au stade de la conception détaillée;
- 2° Remise d'un avis de la Task force d'orientation.

La signalisation verticale et horizontale doit figurer sur les plans. Les projets de règlements complémentaires y afférents doivent être fournis en même temps que les plans du projet d'aménagement.

§ 2. La Cellule Sécurité routière de la Direction Stratégie réalise un audit de sécurité routière sur les plans du projet d'aménagement, dans un délai de 30 jours ouvrables à dater de la réception des documents complets.

Si l'audit n'est pas réalisé dans ce délai, le projet est considéré comme étant sans remarque.

Les résultats de l'audit sont envoyés au chef de projet. Une réunion d'information peut être organisée entre l'auditeur et le chef de projet pour expliquer les résultats de l'audit.

Le chef de projet indique, dans le rapport d'audit, les raisons pour lesquelles il tient compte de certaines recommandations de l'auditeur et celles pour lesquelles il n'en tient pas compte.

Le rapport d'audit complété par le chef de projet est joint à l'avis de la Task force d'orientation.

§ 3. La Cellule Planification de la Direction Stratégie réalise, dans un délai de 30 jours ouvrables à dater de la réception des documents complets, la synthèse des avis des membres permanents de la Task force d'orientation, sous la forme d'une liste de remarques dont l'auteur de projet devra tenir compte.

En cas d'absence d'avis, le projet est considéré comme sans remarque.

L'avis de la Task force d'orientation est envoyé au chef de projet pour suivi et implémentation des remarques dans les plans d'aménagement.

weggebruikers, in het bijzonder de kwetsbare gebruikers, de verkeersinformatie, de seizoen- en weersomstandigheden, de aanwezigheid van een voldoende aantal veilige parkeerzones, seismische activiteiten,

HOOFDSTUK 4. — Fase 2 – Ontwerp : voorontwerp van aanleg

Art. 4. § 1. De projectleider stuurt de plannen van het voorontwerp voor aanleg op schaal 1/200, in elektronisch formaat en in papier, naar de permanente leden van de Taskforce Oriëntatie voor :

- 1° de réalisatie van een audit in de ontwerpfase;
- 2° een advies van de Taskforce Oriëntatie.

§ 2. De Cel Verkeersveiligheid van de Directie Beleid voert een verkeersveiligheidsaudit uit op de plannen van het voorontwerp van aanleg, binnen een termijn van 30 werkdagen vanaf ontvangst van alle documenten.

Indien de audit niet binnen deze termijn wordt uitgevoerd, wordt er beschouwd dat er geen opmerkingen zijn over het voorontwerp.

De resultaten van de audit worden verstuurd naar de projectleider. Een informatievergadering kan georganiseerd worden tussen de auditor en de projectleider om de resultaten van de audit toe te lichten.

De projectleider geeft in het auditverslag de redenen aan waarom hij rekening houdt met een aantal aanbevelingen van de auditor en waarom hij met anderen geen rekening houdt.

Het auditverslag vervolledigd door de projectleider is bijgevoegd aan het advies van de Taskforce Oriëntatie.

§ 3. De Cel Planning van de Directie Beleid stelt, binnen een termijn van 30 werkdagen vanaf ontvangst van alle documenten, de synthese op van de adviezen van de permanente leden van de Taskforce Oriëntatie, onder de vorm van een lijst met opmerkingen waarmee de projectleider rekening zal moeten houden.

Bij een gebrek aan een advies, wordt er beschouwd dat er geen opmerkingen zijn over het voorontwerp.

Het advies van de Taskforce Oriëntatie wordt opgestuurd naar de projectleider voor opvolging en implementatie van de opmerkingen in de plannen van aanleg.

HOOFDSTUK 5. — Fase 3 – Gedetailleerde opvattingsfase : project van aanleg

Art. 5. § 1. De projectleider stuurt de plannen voor het project van aanleg op schaal 1/200, in elektronisch formaat en in papier, naar de permanente leden van de Taskforce Oriëntatie voor :

- 1° Realisatie van een audit in de gedetailleerde opvattingsfase;
- 2° Advies van de Taskforce Oriëntatie.

De verticale en horizontale signalisatie moet op de plannen staan. De ontwerpen van aanvullende reglementen moeten gelijktijdig worden overgemaakt als de plannen van het project van aanleg.

§ 2. De Cel Verkeersveiligheid van de Directie Beleid voert een verkeersveiligheidsaudit uit op de plannen van het project van aanleg, binnen een termijn van 30 werkdagen vanaf ontvangst van alle documenten.

Indien de audit niet binnen deze termijn wordt uitgevoerd, wordt er beschouwd dat er geen opmerkingen zijn over het ontwerp.

De resultaten van de audit worden verstuurd naar de projectleider. Een informatievergadering kan georganiseerd worden tussen de auditor en de projectleider om de resultaten van de audit toe te lichten.

De projectleider geeft in het auditverslag de redenen aan waarom hij rekening houdt met een aantal aanbevelingen van de auditor en waarom hij met anderen geen rekening houdt.

Het auditverslag vervolledigd door de projectleider is bijgevoegd aan het advies van de Taskforce Oriëntatie.

§ 3. De Cel Planning van de Directie Beleid stelt, binnen een termijn van 30 werkdagen vanaf ontvangst van alle documenten, de synthese op van de adviezen van de permanente leden van de Taskforce Oriëntatie, onder de vorm van een lijst met opmerkingen waarmee de projectleider rekening zal moeten houden.

Bij een gebrek aan een advies, wordt er beschouwd dat er geen opmerkingen zijn over het ontwerp.

Het advies van de Taskforce Oriëntatie wordt opgestuurd naar de projectleider voor opvolging en implementatie van de opmerkingen in de plannen van aanleg.

CHAPITRE 6. — Phase 4 - Projet définitif pour permis d'urbanisme

Art. 6. Le projet d'aménagement finalisé est présenté à la Task force d'orientation élargie, réunie en réunion AED-AATL.

Après validation, le projet d'aménagement est joint à la demande de permis.

CHAPITRE 7. — Phase 5 – Audit de pré-mise en service

Art. 7. § 1^{er}. L'audit de pré-mise en service a lieu avant la réception provisoire des travaux. Il comprend la vérification de l'adéquation des travaux au permis délivré, aux normes de sécurité et de qualité à respecter (accessibilité PMR, revêtements, signalisation, éclairage,).

§ 2. La Cellule Sécurité routière de la Direction Stratégie effectue cet audit mais peut décider de l'envoi sur place d'une équipe pluridisciplinaire. Dans ce cas, le rapport est rédigé par le représentant de l'équipe.

§ 3. Le chef de projet doit veiller à apporter les corrections nécessaires en vue de remédier aux manquements identifiés et constatés.

§ 4. La réception définitive des travaux ne peut avoir lieu qu'après adaptations et modifications résultant des recommandations du rapport d'audit de pré-mise en service.

CHAPITRE 8. — Phase 6 – Audit au stade de début d'exploitation

Art. 8. La Cellule Sécurité routière de la Direction Stratégie réalise un audit de début d'exploitation uniquement si des problèmes ou des plaintes des usagers de la route apparaissent endéans l'année suivant l'ouverture.

CHAPITRE 9. — Les inspections de sécurité

Art. 9. § 1^{er}. La Direction Gestion et Entretien des voiries de l'AED effectue des inspections courantes du réseau routier régional dans le cadre de la gestion quotidienne de la voirie ou sur base d'informations fournies par les usagers de la route.

§ 2. La Cellule Sécurité routière de la Direction Stratégie, ou des organismes extérieurs spécialisés si nécessaire, effectue des inspections de sécurité « il neuf » du réseau routier régional en vue d'identifier les problèmes liés à la sécurité routière et de prévenir les accidents.

Art. 10. Le rapport d'une inspection effectuée pendant des visites sur place, visée à l'article 8 de l'ordonnance du 19 mai 2011 comprend les éléments suivants :

1° données d'identification : cette partie comprend tant les informations sur la partie de la voirie en question que des informations sur l'équipe d'experts et la visite sur place;

2° résultats de l'inspection : cette partie comprend une analyse récapitulative des facteurs relatifs aux accidents et donne un aperçu des éléments critiques de la sécurité routière constatés, ainsi que les mesures potentielles de correction;

3° liste des sources des documents utilisés : cette partie donne un aperçu des documents et des plans qui ont été mis à la disposition de l'équipe d'experts ou qui, le cas échéant, manquaient.

CHAPITRE 10. — Procédure simplifiée pour les projets d'aménagement ne nécessitant pas de permis d'urbanisme

Art. 11. § 1^{er}. Le chef de projet envoie les plans de l'avant-projet d'aménagement à l'échelle 1/200, en format électronique et en format papier, aux membres permanents de la Task force d'orientation pour :

1° Réalisation d'un audit au stade de la conception;

2° Remise d'un avis de la Task force d'orientation.

§ 2. La Cellule Sécurité routière de la Direction Stratégie réalise un audit de sécurité routière sur les plans de l'avant-projet d'aménagement, dans un délai de 30 jours ouvrables à dater de la réception des documents complets.

Si l'audit n'est pas réalisé dans ce délai, l'avant-projet est considéré comme étant sans remarque.

Les résultats de l'audit sont envoyés au chef de projet. Une réunion d'information peut être organisée entre l'auditeur et le chef de projet pour expliquer les résultats de l'audit.

Le chef de projet indique, dans le rapport d'audit, les raisons pour lesquelles il tient compte de certaines recommandations de l'auditeur et celles pour lesquelles il n'en tient pas compte.

HOOFDSTUK 6. — Fase 4 – Definitief ontwerp voor de stedenbouwkundige vergunning

Art. 6. Het afgewerkt project van aanleg wordt voorgesteld aan de ruimere Taskforce Oriëntatie, verzameld in de vergadering BUV-BROH.

Na validatie, wordt het project van aanleg bijgevoegd aan de vergunningsaanvraag.

HOOFDSTUK 7. — Fase 5 – Audit voor de ingebruikneming

Art. 7. § 1. De audit voor de pre-indienststelling vindt plaats voorafgaand aan de voorlopige oplevering van de werken. Het omvat de verificatie van het overeenstemmen van de werken met de afgeleverde vergunning, met de na te leven veiligheids- en kwaliteitsnormen (toegankelijkheid PBM, wegbedekking, signalisatie, verlichting,)

§ 2. De Cel Verkeersveiligheid van de Directie Strategie voert een audit uit maar mag beslissen over het ter plaatste sturen van een multidisciplinair team. In dat geval wordt het verslag opgesteld door de vertegenwoordiger van het team.

§ 3. De projectleider moet erop toezien dat de nodige verbeteringen worden aangebracht om de vastgestelde tekortkomingen weg te werken.

§ 4. De definitieve oplevering van de werken mag slechts plaatsvinden na aanpassingen en wijzigingen als gevolg van de aanbevelingen van het auditverslag voor de ingebruikneming.

HOOFDSTUK 8. — Fase 6 – Audit in de beginfase van de exploitatie

Art. 8. De Cel Verkeersveiligheid van de Directie Strategie voert een audit uit van de beginfase van de exploitatie enkel en alleen indien er problemen of klachten van weggebruikers optreden binnen het jaar volgend op de opening.

HOOFDSTUK 9. — De veiligheidsinspecties

Art. 9. § 1. De Directie Beheer en Onderhoud van Wegen van het BUV voert regelmatig inspecties uit van het gewestelijk wegennet in het kader van het dagelijkse beheer van de weg of op basis van informatie geleverd door de weggebruikers.

§ 2. De Cel Verkeersveiligheid van de Directie Beleid, of externe gespecialiseerde instellingen indien nodig, voert veiligheidsinspecties uit met het oog op een « Nieuwe kijk » op het gewestelijke wegennet om de problemen inzake verkeersveiligheid bloot te leggen en ongevallen te voorkomen.

Art. 10. Het verslag van een inspectie uitgevoerd tijdens de bezoeiken ter plaatse, bedoeld in artikel 8 van de ordonnantie van 19 mei 2011 bevat onderstaande elementen :

1° identificatiegegevens : dit onderdeel bevat zowel informatie over het weggedeelte in kwestie als informatie over het deskundigenteam en het bezoek ter plaatse;

2° resultaten van de inspectie : dit onderdeel bevat een samenvattende analyse van de ongevalsfactoren en geeft een overzicht van de vastgestelde verkeersveiligheidskritische elementen, alsook de potentiële corrigerende maatregelen;

3° bronnenlijst van de gebruikte documenten : dit onderdeel geeft een overzicht van de documenten en plannen die ter beschikking zijn gesteld van het deskundigenteam of die, in voorkomend geval, ontbraken.

HOOFDSTUK 10. — Vereenvoudigde procedure voor de projecten van aanleg waarvoor geen stedenbouwkundige vergunning nodig is

Art. 11. § 1. De projectleider stuurt de plannen van het voorontwerp voor aanleg op schaal 1/200, in elektronisch formaat en in papier, naar de permanente leden van de Taskforce Oriëntatie voor :

1° Realisatie van een audit in de ontwerfphase;

2° Een advies van de Taskforce Oriëntatie.

§ 2. De Cel Verkeersveiligheid van de Directie Beleid voert een verkeersveiligheidsaudit uit op de plannen van het voorontwerp van aanleg, binnen een termijn van 30 werkdagen vanaf ontvangst van alle documenten.

Indien de audit niet binnen deze termijn wordt uitgevoerd, wordt er beschouwd dat er geen opmerkingen zijn over het voorontwerp.

De resultaten van de audit worden verstuurd naar de projectleider. Een informatievergadering kan georganiseerd worden tussen de auditor en de projectleider om de resultaten van de audit toe te lichten.

De projectleider geeft in het auditverslag de redenen aan waarom hij rekening houdt met een aantal aanbevelingen van de auditor en waarom hij met anderen geen rekening houdt.

Le rapport d'audit complété par le chef de projet est joint à l'avis de la Task force d'orientation.

§ 3. La Cellule Planification de la Direction Stratégie réalise, dans un délai de 30 jours ouvrables à dater de la réception des documents complets, la synthèse des avis des membres permanents de la Task force d'orientation, sous la forme d'une liste de remarques dont le chef de projet devra tenir compte.

En cas d'absence d'avis, l'avant-projet est considéré comme sans remarque.

L'avis de la Task force d'orientation est envoyé au chef de projet pour suivi et implémentation des remarques dans les plans d'aménagement.

Bruxelles, le 13 juin 2013.

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

Het auditverslag vervolledigd door de projectleider is bijgevoegd aan het advies van de Taskforce Oriëntatie.

§ 3. De Cel Planning van de Directie Beleid stelt, binnen een termijn van 30 werkdagen vanaf ontvangst van alle documenten, de synthese op van de adviezen van de permanente leden van de Taskforce Oriëntatie, onder de vorm van een lijst met opmerkingen waarmee de projectleider rekening zal moeten houden.

Bij een gebrek aan een advies, wordt er beschouwd dat er geen opmerkingen zijn over het voorontwerp.

Het advies van de Taskforce Oriëntatie wordt opgestuurd naar de projectleider voor opvolging en implementatie van de opmerkingen in de plannen van aanleg.

Brussel, 13 juni 2013.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Openbare Werken en Vervoer,
Mevr. B. GROUWELS

Annexe unique – Composition de la Task force d'orientation

La Task force d'orientation élargie est composée de membres permanents et de membres invités.

Membres permanents :

Administration de l'Equipement et des Déplacements

- Direction Stratégie
- Direction Projets et Travaux d'aménagement des voiries
- Direction Gestion et Entretien des voiries
- Direction de l'Infrastructure des Transports publics
- Manager Vicom, vélo, piétons, PMR
- STIB
- IBGE
- Auditeurs de sécurité routière
- Cabinets ministériels (Travaux publics, Urbanisme, Mobilité)

Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement

- Représentant de la Direction de l'Urbanisme

Membres invités

- Communes
- Zones de police
- Infrabel, De Lijn, TeC

Enige bijlage – Samenstelling van de Taskforce Oriëntatie

De ruimere Taskforce Oriëntatie bestaat uit vaste leden en uitgenodigde leden.

Vaste leden :

Bestuur Uitrusting et Vervoer

- Directie Beleid
- Directie Projecten en Werken inzake Weginrichting
- Directie Beheer en Onderhoud van Wegen
- Directie Infrastructuur van het Openbaar Vervoer
- Manager Vicom, fiets, voetgangers, PBM
- MIVB
- BIM
- Verkeersveiligheidsauditoren
- Ministeriële kabinetten (Openbare Werken, Stedenbouwkunde, Mobiliteit)

Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting

- Vertegenwoordiger van de Directie Stedenbouwkunde

Uitgenodigde leden

- Gemeenten
- Politiezones
- Infrabel, De Lijn, TEC